

Brochure n° 3064

**Convention collective nationale**

**INDUSTRIES DE LA FABRICATION DE LA CHAUX**

IDCC : 1178. – **ETAM**

IDCC : 1177. – **Ouvriers**

IDCC : 1119. – **Cadres**

**(6<sup>e</sup> édition en préparation)**

■ *Journal officiel* du 23 avril 2005

**Arrêté du 12 avril 2005 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du personnel ouvrier de l'industrie de la fabrication des chaux (n° 1177)**

NOR : SOCT0510662A

Le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1982 et les arrêtés successifs portant extension de la convention collective nationale du personnel ouvrier de l'industrie de la fabrication de la chaux du 15 juin 1970, mise à jour au 1<sup>er</sup> mars 1982, et des textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'accord du 15 juin 2004 sur les salaires conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 11 septembre 2004 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 1<sup>er</sup> avril 2005,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du personnel ouvrier de l'industrie de la fabrication de la chaux du

15 juin 1970, mise à jour au 1<sup>er</sup> mars 1982, les dispositions de l'accord du 15 juin 2004 sur les salaires conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, à l'exclusion :

- de l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup>, contraire aux dispositions de l'article L. 112-2 du code monétaire et financier qui interdit toutes clauses conventionnelles prévoyant des indexations fondées notamment sur le niveau général des prix ou des salaires ;
- des articles 3 et 4, dont le contenu n'est pas normatif.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 avril 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*

P. FLORENTIN

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/34, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.